



LE CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DOIT REDOUBLER D'EFFORTS EN FAVEUR DE L'OBLIGATION DE RENDRE DES COMPTES POUR LES VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS AU SRI LANKA

Amnesty International demande au Conseil des droits de l'homme des Nations unies de créer, lors de sa 46^e session (du 22 février au 23 mars 2021), un mécanisme international d'établissement des responsabilités pour continuer à suivre la situation des droits humains au Sri Lanka et en rendre compte, et pour recueillir, préserver et analyser les éléments de preuve de violations flagrantes des droits humains commises dans ce pays.

Comme le précise le présent document, un tel mécanisme est indispensable face à la détérioration constante de la situation des droits humains sur le terrain. En effet, les organisations de défense des droits humains, les médias et les membres de la communauté musulmane font l'objet d'attaques de plus en plus fréquentes, et, après de maigres progrès, la mise en œuvre de la résolution 30/1 du Conseil des droits de l'homme a régressé, y compris en ce qui concerne l'obligation de rendre des comptes, et le Sri Lanka a annoncé qu'il se désengageait totalement de ce processus.

Nous espérons voir les États œuvrer à mettre en place une telle réponse, conformément aux recommandations claires du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), à l'occasion de la 46^e session du Conseil des droits de l'homme.

DÉGRADATION CONSTANTE DE LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SUR LE TERRAIN

Ces dernières années, et notamment en 2020, nous avons observé une répression inquiétante de l'espace civique au Sri Lanka. Les personnes qui défendent les droits humains¹, les journalistes² et les avocates et avocats³ sont de plus en plus pris pour cible et soumis à des manœuvres d'intimidation. Amnesty International a notamment recueilli des informations sur le harcèlement de la journaliste du New York Times Dharisha Bastians⁴ et la détention arbitraire du blogueur Ramzy Razeek (dont la santé se dégrade⁵) et de l'avocat Hejaaz Hizbullah⁶, et a suivi l'enquête pénale ouverte contre l'écrivain Shakthika Sathkumara⁷. La menace de représailles a déjà un effet dissuasif. Des juristes, des journalistes et des personnes qui enquêtaient sur des violations des droits humains ont fui le pays. Conformément à de nouvelles directives, les forces de l'ordre ont arrêté des personnes qui critiquaient des fonctionnaires sur les réseaux sociaux au sujet de la gestion de la pandémie de COVID-19 par le gouvernement.

Dans son dernier rapport sur les représailles visant les personnes qui coopèrent avec l'Organisation des Nations Unies (ONU), le Secrétaire général a signalé que « le HCDH recevait sans cesse des allégations indiquant que des organisations de la société civile, des défenseurs des droits humains et des familles de victimes de violations avaient été soumis à des mesures de surveillance, notamment à des visites répétées de la police et des services de renseignement et, concernant les organisations,

à des interrogatoires sur leur personnel et leurs activités en lien avec l'ONU, entre autres questions⁸ » [traduction non officielle]. Le rapport indiquait que plusieurs Sri-Lankais qui s'étaient rendus à Genève pour assister aux réunions du Conseil des droits de l'homme avaient été interrogés et surveillés.

La question des « représailles contre les professionnels de la justice et autres spécialistes qui tentent d'engager des poursuites liées aux droits de l'homme concernant des fonctionnaires » [traduction non officielle], soulevée dans le rapport d'enquête du HCDH sur le Sri Lanka de 2015, demeure un problème de taille. Plus de 700 responsables de l'application des lois membres de la police judiciaire (CID) qui avaient enquêté sur des violations des droits humains ont fait l'objet d'une interdiction de voyager peu après l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement, en novembre 2019, et l'ancien directeur de la police judiciaire qui dirigeait ces enquêtes a été arrêté pour des motifs douteux. La famille de ce dernier pense que les autorités s'en prennent à lui parce qu'il cherchait à amener les responsables présumés de violations des droits humains à rendre compte de leurs actes. Il a récemment été diagnostiqué positif au COVID-19 alors qu'il se trouvait en détention et les autorités carcérales n'ont pas autorisé son hospitalisation pendant plusieurs jours⁹. Des avocates et des avocats qui plaidaient dans des affaires de droits humains ont fait l'objet de manœuvres d'intimidation et d'arrestations¹⁰. Nous nous inquiétons également des informations selon lesquelles des familles de personnes disparues qui manifestaient pacifiquement auraient subi des actes de harcèlement de la part du Service d'enquête sur le terrorisme¹¹.

Le fait que certaines minorités soient prises pour cible et discriminées au Sri Lanka préoccupe également de plus en plus Amnesty International. Comme l'a signalé le rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction, Ahmed Shaheed, les communautés musulmanes au Sri Lanka se heurtent à une hostilité croissante, surtout depuis les attentats d'avril 2019. Dans son rapport de fin de mission (août 2019), il s'inquiétait de ce que « l'impunité a jusqu'à présent renforcé les groupes anti-musulmans », et que les « réponses insuffisantes et non coordonnées aux violences contre les musulmans ont conduit à une hausse des violences et des attaques contre des personnes et communautés dans certaines parties du pays¹² » [traduction non officielle]. La haute-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies a également noté dans son compte-rendu de février 2020 la « multiplication des discours de haine et des mesures sécuritaires et politiques », qui « semblent être dirigées de manière discriminatoire et disproportionnée contre les minorités tamoule et musulmane¹³ » [traduction non officielle]. Amnesty International a recueilli des informations sur des schémas et des exemples de violences, d'appels à la haine et de discrimination contre la communauté musulmane au Sri Lanka remontant à 2013¹⁴. Malgré les enquêtes menées par la police, personne n'a été tenu pour responsable de ces agressions. L'impunité dont jouissent les responsables de ces actes a encouragé et précipité la répétition de ce genre d'attaques.

Cette discrimination croissante à l'égard de la communauté musulmane s'observe également dans la gestion de la pandémie de COVID-19 par le gouvernement. Amnesty International¹⁵ et un groupe de trois rapporteurs spéciaux et une rapporteuse spéciale des Nations unies¹⁶ ont exprimé leur vive préoccupation concernant l'incinération forcée de personnes musulmanes décédées du COVID-19 sur ordre des autorités et contre la volonté des familles des personnes défunes. Pour la communauté musulmane du Sri Lanka, qui représente près de 10 % de la population, l'inhumation est considérée comme une étape nécessaire des rites funéraires, conformément à la tradition islamique.

Le Sri Lanka a toujours refusé d'abroger la loi relative à la prévention du terrorisme, un texte draconien qui facilite les détentions arbitraires et supprime les garanties contre la torture des personnes détenues. La loi a été utilisée pour s'en prendre de manière disproportionnée à la communauté musulmane sri-lankaise à la suite des attentats d'avril 2019 et pour arrêter arbitrairement Hejaaz Hizbullah et Ahnaf Jazeem en 2020. Hejaaz Hizbullah, avocat de renom, est incarcéré depuis le

14 avril 2020 sans que le moindre élément de preuve d'un quelconque acte répréhensible ait été présenté contre lui¹⁷. Il a été diagnostiqué positif au COVID-19 pendant sa détention et n'a été autorisé que de manière limitée à voir sa famille et ses avocats. Ahnaf Jazeem, poète musulman, a été arrêté en vertu de la Loi relative à la prévention du terrorisme pour un recueil de poèmes qu'il a publié, intitulé « Navarasam ». Ces poèmes, écrits en tamoul, auraient été mal interprétés par des membres de la force publique de langue cingalaise, qui ont supposé qu'ils contenaient des messages « extrémistes ». Toujours incarcéré, Ahnaf Jazeem n'a bénéficié d'aucune assistance juridique pendant plus de six mois après son arrestation.

Au moins 14 personnes incarcérées dans trois prisons différentes ont été tuées depuis mars dans des troubles qui ont éclaté en raison de la peur et de l'angoisse suscitées par le COVID-19, qui se propage dans les prisons surpeuplées du Sri Lanka. Plus de 100 autres ont été blessés¹⁸.

Obligation de rendre des comptes

L'enquête du HCDH sur le Sri Lanka a conclu que les deux parties au conflit avaient probablement commis des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Le HCDH a recommandé la création d'un tribunal spécial hybride composé d'enquêteurs, de juges, de procureurs et d'avocats internationaux afin d'avancer sur la voie de la justice. Onze ans après la fin du conflit armé, cependant, les proches de personnes disparues attendent toujours des réponses et le Sri Lanka est le deuxième pays au monde où le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires [ONU] a enregistré le plus de disparitions forcées.

Certes, la résolution 30/1¹⁹ du Conseil des droits de l'homme n'a pas établi de tribunal hybride, comme le recommandait l'enquête du HCDH sur le Sri Lanka, mais, à force de négociations et de compromis, le Conseil a obtenu du Sri Lanka qu'il s'engage à mettre sur pied un « mécanisme judiciaire doté d'un magistrat spécialement chargé d'enquêter sur les allégations de violations des droits de l'homme et d'atteinte à ces droits, ainsi que de violations du droit international humanitaire », avec la participation de « juges du Commonwealth et d'autres juges, des défenseurs, et des procureurs et des enquêteurs autorisés étrangers ». Plus de cinq ans plus tard, cependant, aucun progrès n'a été observé dans la création d'un tel mécanisme. Pendant ce temps, la situation au niveau du pays évolue de manière inquiétante et menace les maigres progrès accomplis en matière d'obligation de rendre des comptes. Par exemple :

- Treize membres des forces de sécurité accusés du meurtre de cinq étudiants à Trincomalee en 2006 ont été acquittés en juillet 2019 par « manque de preuves²⁰ ».
- Une commission d'enquête présidentielle sur les persécutions politiques a été créée en janvier 2020. Nous craignons qu'elle interfère avec les procédures en cours, notamment concernant la disparition de Prageeth Eknaligoda²¹. La Commission²² a déjà outrepassé ses compétences en ordonnant au procureur général d'interrompre les poursuites judiciaires contre des officiers de la marine présumés responsables de la disparition forcée et du meurtre de 11 jeunes hommes à Colombo et dans sa banlieue en 2008 et 2009²³.
- En mars 2020, le sergent Sunil Rathnayaka, reconnu coupable du massacre de Mirusuvil, au cours duquel huit civils tamouls avaient été tués, a bénéficié d'une grâce présidentielle et été remis en liberté. Les victimes du massacre de Mirusuvil comprenaient trois enfants : un de 15 ans, un autre de 13 ans et le troisième de 5 ans, dont le corps présentait des signes de torture²⁴. Dans une déclaration prononcée par son porte-parole, la haute-commissaire aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a fustigé cette grâce, affirmant que c'était « un affront aux victimes et un autre exemple de l'incapacité de ce pays à s'acquitter de ses obligations internationales en matière de droits de l'homme afin que les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'autres violations flagrantes des droits de l'homme répondent véritablement de leurs actes. » Elle a conclu

que « [g]racier l'une des seules personnes déclarées coupables d'atrocités commises pendant le conflit sri-lankais affaiblit encore davantage les progrès limités accomplis dans la lutte contre l'impunité concernant les violations massives des droits de l'homme au Sri Lanka²⁵. »

- La nouvelle administration a promu et nommé à des postes à responsabilité plusieurs militaires pointés du doigt dans le rapport d'enquête du HCDH de 2015 sur le Sri Lanka. La haute-commissaire²⁶ et les procédures spéciales²⁷ ont exprimé leur préoccupation concernant, par exemple, la nomination du général de corps d'armée Shavendra Silva à la tête de l'armée sri-lankaise en août 2019.
- En janvier 2021, le bureau du procureur général a informé la haute cour de Batticaloa de l'abandon des poursuites dans l'affaire de l'assassinat en 2005 de l'ancien député de l'Alliance nationale tamoule Joseph Pararajasingham. Les cinq personnes soupçonnées d'être responsables de ce meurtre ont donc été acquittées, dont le député Sivanesathurai Chandrakanthan (alias Pillayan), leader des Tigres de libération du peuple tamoul, parti politique allié au gouvernement²⁸. Au moment de l'assassinat, Sivanesathurai Chandrakanthan était membre de ce groupe paramilitaire, alors dirigé par Karuna Amman, dissident des Tigres libérateurs de l'Eelam tamoul.

Depuis son arrivée au pouvoir en novembre 2019, le gouvernement actuel a mis fin au versement de subsides provisoires aux familles de personnes disparues, que ces personnes aient été soumises à des disparitions forcées ou non, soumettant ces familles à de nouvelles difficultés financières. Craignant que les activités du Bureau des personnes disparues ne débouchent sur des accusations de crimes de guerre contre l'armée sri-lankaise, le gouvernement a également déclaré qu'il réviserait la loi portant création de ce bureau²⁹. En décembre 2020, le président a nommé un nouveau président à la tête du Bureau. C'est Upali Abeyratne, juge de la Cour suprême à la retraite, qui présidait la Commission d'enquête présidentielle sur les persécutions politiques lorsque celle-ci a tenté d'interférer dans les poursuites contre des agents de l'État présumés responsables de disparitions forcées. Les familles de personnes soumises à des disparitions forcées ont exprimé leur préoccupation concernant les engagements futurs et l'indépendance des mécanismes nationaux comme le Bureau des personnes disparues. Aucune avancée n'a par ailleurs été observée dans la création d'une commission vérité et seulement quelques progrès ont été faits pour restituer les terres occupées par l'armée à leurs propriétaires civils au titre de la résolution 30/1 du Conseil des droits de l'homme.

Après avoir bien fait comprendre, au niveau national et international, qu'il allait réduire à néant les maigres progrès durement obtenus en matière d'obligation de rendre des comptes, le nouveau gouvernement a annoncé³⁰ en février 2020 son « engagement à atteindre une paix durable au moyen d'un processus de réconciliation et de responsabilisation inclusif conçu et mis en œuvre au niveau national » [traduction non officielle]. Le Sri Lanka a déjà instauré des processus de ce genre, mais ceux-ci ont toujours échoué, ce qui, selon le rapport d'enquête du HCDH sur le Sri Lanka, « a conduit au scepticisme, à la colère et à la méfiance de la part des victimes³¹ ». Lors de la présentation de son rapport annuel au Conseil des droits de l'homme de février 2020, la haute-commissaire s'est montrée clairement sceptique quant à la possibilité que la création d'une « nouvelle commission d'enquête » puisse améliorer la reddition de compte pour les violations passées, car « les obstacles systémiques qui continuent d'exister au sein du système de justice pénale s'opposent à une véritable justice³² » à l'échelle nationale [traduction non officielle]. Le rapport d'enquête du HCDH sur le Sri Lanka détaille ces « obstacles systémiques », que l'ancien haut-commissaire avait soulignés³³ : 1) « l'absence de tout système fiable de protection des victimes et des témoins³⁴ » ; 2) « l'incapacité du cadre juridique national à traiter les crimes internationaux d'une telle magnitude » ; et 3) « la mesure dans laquelle le système judiciaire et le secteur de la sécurité sri lankais sont déformés et corrompus par des années d'urgence, de conflit et d'impunité³⁵ ». Même si l'état d'urgence n'est plus en vigueur, les autres problèmes perdurent. La 20^e modification de la Constitution, adoptée en octobre 2020, a fortement transformé les pouvoirs du Parlement et du président et a des conséquences non négligeables sur

l'indépendance des commissions et des autorités judiciaires. Depuis l'adoption de cette modification, il revient au président de nommer les membres des commissions indépendantes, comme la Commission électorale, la Commission nationale de la police et la Commission des droits humains, les magistrats de la Cour suprême et de la Cour d'appel, ainsi que le procureur général et l'inspecteur général de la police. Le Conseil parlementaire, qui a remplacé le Conseil constitutionnel mis en place par la 19^e modification, est seulement habilité à faire des observations non contraignantes au président concernant ces nominations. Il n'existe donc plus de véritable voie de recours fiables au niveau national pour amener les responsables présumés de violations des droits humains à rendre des comptes.

En résumé, comme l'a remarqué la haute-commissaire dans son rapport annuel au Conseil des droits de l'homme de février 2020, « les victimes ne peuvent toujours pas obtenir justice et les Sri-Lankais de toutes les communautés n'ont aucune garantie de ne pas voir les schémas de violations des droits humains se reproduire³⁶ » [traduction non officielle].

RÔLE DU CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME DES NATIONS UNIES

Dans ce contexte, le Conseil des droits de l'homme a un rôle décisif à jouer. D'une part, il doit faire clairement savoir aux victimes comme aux responsables de violations des droits humains que la communauté internationale reste résolue à défendre les droits humains et l'obligation de rendre des comptes au Sri Lanka. D'autre part, il doit mettre en place un mécanisme ou un processus visant à soutenir les efforts engagés à moyen et long terme en faveur de l'obligation de rendre des comptes, conformément aux souhaits et aux recommandations clairement et régulièrement formulés par la haute-commissaire et son prédécesseur.

Le rapport d'enquête du HCDH sur le Sri Lanka précise bien que le Conseil des droits de l'homme doit « continuer à suivre l'évolution de la situation des droits de l'homme et les progrès réalisés en vue de l'établissement des responsabilités et de la réconciliation » et que « si ces progrès se révélaient insuffisants, le Conseil devrait envisager de prendre de nouvelles mesures internationales pour veiller à ce que les auteurs de crimes internationaux répondent de leurs actes³⁷ ». Comme indiqué plus haut, cinq ans plus tard, non seulement ces progrès se sont révélés insuffisants, mais le nouveau gouvernement est en train de réduire à néant les avancées qui avaient été faites et a clairement démontré sa volonté de maintenir l'impunité pour les crimes graves.

Dans ce contexte et au vu des conclusions du rapport d'enquête du HCDH sur le Sri Lanka et des rapports annuels qui ont suivi, le Conseil des droits de l'homme doit lancer un nouveau processus ou mécanisme en vue d'atteindre les objectifs de la résolution 30/1 : mettre fin à l'impunité et améliorer la reddition de compte pour les crimes de droit international afin de prévenir les futures violations des droits humains, notamment contre les minorités et contre les groupes de la société civile. Le suivi de la situation et l'établissement de rapports doivent être au cœur de cette nouvelle approche, tout comme la collecte, l'analyse et la préservation d'éléments de preuves pour les futures poursuites. Par expérience et au vu de l'analyse de la haute-commissaire (voir plus haut), il ne faut pas considérer les fausses promesses de reddition de compte à l'échelle nationale comme une solution alternative à l'approche internationale. Le Conseil des droits de l'homme ne doit pas non plus reculer et récompenser ainsi le Sri Lanka pour avoir rejeté de manière éhontée un cadre international basé sur le consensus visant à défendre les droits humains et l'obligation de rendre des comptes et pour avoir refusé de coopérer en ce sens. Le Conseil doit au contraire réaffirmer sa détermination.

Nous demandons à tous les États membres du Conseil des droits de l'homme d'encourager et de soutenir l'adoption d'une approche énergique. Ne pas le faire reviendrait à faire croire aux responsables de violations des droits humains partout dans le monde que même un État accusé des

crimes de droit international les plus graves peut échapper à un véritable examen du Conseil des droits de l'homme et être récompensé pour le simple fait de refuser de coopérer avec des processus soigneusement négociés. Les États doivent prendre parti pour les victimes, leurs familles et pour toutes les personnes qui cherchent à obtenir justice et à protéger les droits humains sur le terrain, souvent au péril de leur vie, en mettant en place un mécanisme visant à suivre et faire connaître la situation et à collecter et préserver des éléments de preuve pour de futures poursuites en justice.

RÉFÉRENCES

-
- ¹ Amnesty International, *Sri Lanka: Attacks on human rights organisations, media organisations and journalists in Sri Lanka*, 16 janvier 2020, index AI : ASA 37/1678/2020, disponible sur : <https://www.amnesty.org/en/documents/asa37/1678/2020/en/>.
- ² Amnesty International, *Sri Lanka: Joint letter to President Rajapaksa on the harassment and intimidation of journalists*, 25 février 2020, index AI : ASA 37/1860/2020, disponible sur : <https://www.amnesty.org/en/documents/asa37/1860/2020/en/>.
- ³ Amnesty International, *Sri Lanka: human rights under attack*, 29 juillet 2020, index AI : ASA 37/2802/2020, disponible sur : <https://www.amnesty.org/en/documents/asa37/2802/2020/en/>.
- ⁴ Amnesty International, *Sri Lanka: End persecution of journalist Dharisha Bastians targeted for reports, defense of human rights*, 24 juin 2020, index AI : ASA 37/2568/2020, disponible sur : <https://www.amnesty.org/en/documents/asa37/2568/2020/en/>.
- ⁵ Ramzy Razeek a été libéré sous caution le 17 septembre, mais l'affaire était toujours en instance. En mai, avant sa libération sous caution, Amnesty International avait publié une Action urgente en faveur de Ramzy Razeek, dont la santé se dégradait. Au moment où il a été libéré, il avait le bras fracturé en raison d'une chute en détention et n'avait pas reçu les soins médicaux dont il avait besoin. L'un de ses orteils avait également été amputé à cause d'une infection (voir <https://www.amnesty.org/en/documents/asa37/2357/2020/en/>). Les rapports de police invoquent la loi nationale d'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) pour justifier les arrestations de Ramzy Razeek et de Shakhthika Sathkumara. Le Sri Lanka a adopté cette loi pour honorer ses obligations internationales en matière de droits humains en tant qu'État partie au PIDCP. Recourir ainsi à cette loi censée protéger les droits humains, et non les violer, constitue un abus de droit.
- ⁶ Hejaaz Hizbullah est toujours en détention sans inculpation ni aucun élément à charge crédible. Détenu pendant plus de six mois au titre de la Loi relative à la prévention du terrorisme, il n'a eu qu'un accès limité à ses avocats et à sa famille. Une troisième ordonnance de maintien en détention pour 90 jours de plus a été rendue ce mois-ci. Il doit être libéré immédiatement.
- ⁷ L'écrivain Shakhthika Sathkumara a été arrêté le 1^{er} avril 2019 après avoir publié une nouvelle fictionnelle sur sa page Facebook dans laquelle il faisait allusion à des atteintes sexuelles contre un enfant perpétrées dans un monastère bouddhique. Il a été libéré sous caution le 5 août 2019, mais l'affaire était toujours en instance. S'il est déclaré coupable et condamné, il risque jusqu'à 10 ans d'emprisonnement. Les audiences ont été reportées à plusieurs reprises et la prochaine devrait avoir lieu début 2021. Amnesty International le considérerait comme un prisonnier d'opinion et demandait sa libération immédiate et inconditionnelle, car il était détenu uniquement pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'expression. Les rapports de police invoquent la loi nationale d'application du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) pour justifier les arrestations de Ramzy Razeek et de Shakhthika Sathkumara. Le Sri Lanka a adopté cette loi pour honorer ses obligations internationales en matière de droits humains en tant qu'État partie au PIDCP. Recourir ainsi à cette loi censée protéger les droits humains, et non les violer, constitue un abus de droit.
- ⁸ Conseil des droits de l'homme, Coopération avec l'Organisation des Nations Unies, ses représentants et ses mécanismes dans le domaine des droits de l'homme, rapport du Secrétaire général, 25 septembre 2020, Doc. ONU A/HRC/45/36, annexe, § 120-121, disponible sur : <https://undocs.org/fr/A/HRC/45/36>.
- ⁹ Amnesty International, *Sri Lanka: Un ancien enquêteur de police incarcéré testé positif au COVID-19 : Shani Abeyssekara*, 27 novembre 2020, index AI : ASA 37/3403/2020, disponible sur : <https://www.amnesty.org/fr/documents/asa37/3403/2020/fr/>.
- ¹⁰ Amnesty International, *Sri Lanka: human rights under attack*, 29 juillet 2020, index AI : ASA 37/2802/2020, disponible sur : <https://www.amnesty.org/en/documents/asa37/2802/2020/en/>.
- ¹¹ Tamil Guardian, "Sri Lanka's TID attempt to end disappearances protests through interrogations", 2020, <https://www.tamilguardian.com/content/sri-lanka%E2%80%99s-tid-attempt-end-disappearances-protests-through-interrogations>.
- ¹² HCDH, *Preliminary findings of Country Visit to Sri Lanka by the Special Rapporteur on freedom of religion or belief*, 26 août 2019, <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24918&LangID=E>.
- ¹³ <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25624&LangID=E>.
- ¹⁴ Amnesty International, *Sri Lanka: Eliminating intolerance and discrimination based on religion or belief and the achievement of sustainable development goal 16 in Sri Lanka: submission to the Special Rapporteur on freedom of religion or belief*, 8 juin 2020, index AI : ASA 37/2487/2020, disponible sur : <https://www.amnesty.org/en/documents/asa37/2487/2020/en/>.
- ¹⁵ Amnesty International, « Sri Lanka. Les minorités religieuses doivent pouvoir pratiquer leurs rites funéraires », 3 avril 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/04/sri-lanka-religious-minorities-must-have-their-final-rites-respected/>.
- ¹⁶ Joint Letter of Allegation by the Special Rapporteur on freedom of religion or belief; the Special Rapporteur on the right of everyone to the enjoyment of the highest attainable standard of physical and mental health; the Special Rapporteur on minority issues; and the Special Rapporteur on the promotion and protection of human rights and fundamental freedoms while countering terrorism, LKA 2/2020, 8 avril 2020, <https://spcommreports.ohchr.org/TMResultsBase/DownloadPublicCommunicationFile?glD=25175>.
- ¹⁷ Amnesty International, « Sri Lanka. Il faut libérer un éminent avocat spécialiste des droits humains détenu de manière arbitraire depuis six mois », 16 octobre 2020, disponible sur : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/10/sri-lanka-prominent-human-rights-lawyer-arbitrarily-detained-for-six-months-must-be-released/>.
- ¹⁸ Amnesty International, « Sri Lanka. Les décès dans les prisons doivent faire l'objet d'enquêtes, alors que les troubles se multiplient en lien avec le COVID-19 », 30 novembre 2020, disponible sur : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/11/sri-lanka-prison-deaths-must-be-investigated-amid-growing-covid19-unrest/>.
- ¹⁹ La résolution 30/1 du Conseil des droits de l'homme est disponible sur https://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/RES/30/1.
- ²⁰ Amnesty International, *Sri Lanka: justice for the Trinco 5*, 9 août 2019, index AI : ASA 37/0862/2019, disponible sur : <https://www.amnesty.org/en/documents/asa37/0862/2019/en/>.
- ²¹ Voir <https://twitter.com/amnestysasia/status/1309039133772443648?s=20>.
- ²² Daily News, "President appoints high-powered commission to probe previous govt", 2020, <https://www.dailynews.lk/2020/01/11/local/208087/president-appoints-high-powered-commission-probe-previous-govt>.
- ²³ DailyFT, "PCOI orders AG to halt investigations into former Navy Chief and Spokesperson", 2020, <http://www.ft.lk/news/PCOI-orders-AG-to-halt-investigations-into-former-Navy-Chief-and-Spokesperson/56-694500>.

²⁴ Amnesty International, *Sri Lanka: Amid pandemic, Sri Lanka pardons soldier convicted of massacre*, 30 avril 2020, index AI : ASA 37/2247/2020, disponible sur : <https://www.amnesty.org/en/documents/asa37/2247/2020/en/>.

²⁵ HCDH, Note de conférence de presse sur le Sri Lanka, 27 mars 2020, <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25752&LangID=F>.

²⁶ HCDH, *Bachelet "deeply troubled" by appointment of new Sri Lankan army chief*, 19 août 2019, <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24908&LangID=E>.

²⁷ HCDH, *Sri Lanka : des experts des Nations Unies qualifient la nomination du chef de l'armée de véritable « affront aux victimes » de violations des droits de l'homme*, 27 août 2019, <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=24923&LangID=F>.

²⁸ Amnesty International, « *Sri Lanka. Abandon des poursuites concernant le meurtre de Joseph Pararajasingham : un échec de la justice* », 13 janvier 2021, disponible sur : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/01/sri-lanka-collapse-of-joseph-pararajasingham-murder-case-a-failure-of-justice/>.

²⁹ Amnesty International, « *Sri Lanka. Le gouvernement doit allouer des fonds au soutien du processus de justice transitionnelle pour les victimes du conflit* », 16 novembre 2020, disponible sur : <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/11/sri-lanka-commit-funds-to-support-transitional-justice-process-for-victims-of-conflict/>.

³⁰ Déclaration de Dinesh Gunawardena, ministre des Affaires étrangères du Sri Lanka, au segment de haut niveau de la 43^e session du Conseil des droits de l'homme, 26 février 2020, <https://mfa.gov.lk/43rd-session-hrc/>.

³¹ HCDH, *Zeid Ra'ad Al Hussein demande la création d'une cour hybride spéciale au Sri Lanka alors qu'un rapport de l'ONU confirme des schémas de violations graves*, 16 septembre 2015, <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=16432&LangID=F>.

³² Oral update by the United Nations High Commissioner for Human Rights, Michelle Bachelet, and introduction to country reports of the Secretary-General and the High Commissioner (Colombia, Cyprus, Eritrea, Guatemala, Honduras, Iran, Nicaragua, Sri Lanka, Venezuela, Yemen), 43rd session of the UN Human Rights Council, 27 février 2020, disponible sur : <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25624&LangID=E>.

³³ HCDH, *Zeid Ra'ad Al Hussein demande la création d'une cour hybride spéciale au Sri Lanka alors qu'un rapport de l'ONU confirme des schémas de violations graves*, disponible sur : <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=16432&LangID=F>.

³⁴ Bien que des lois visant à protéger les victimes et les témoins aient été adoptées, aucune autorité indépendante ne veille à leur protection.

³⁵ HCDH, *Zeid Ra'ad Al Hussein demande la création d'une cour hybride spéciale au Sri Lanka alors qu'un rapport de l'ONU confirme des schémas de violations graves*, disponible sur : <https://www.ohchr.org/FR/HRBodies/HRC/Pages/NewsDetail.aspx?NewsID=16432&LangID=F>.

³⁶ Oral update by the United Nations High Commissioner for Human Rights, Michelle Bachelet, and introduction to country reports of the Secretary-General and the High Commissioner (Colombia, Cyprus, Eritrea, Guatemala, Honduras, Iran, Nicaragua, Sri Lanka, Venezuela, Yemen), 43rd session of the UN Human Rights Council, 27 février 2020, disponible sur : <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25624&LangID=E>.

³⁷ HCDH, *Rapport complet du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur le Sri Lanka*, 28 septembre 2015, Doc. ONU A/HRC/30/61, § 92 (e).